

## YOICHI SUZUKI

Adjunct Fellow au Japan Institute for International Affairs, ancien assistant spécial du ministre des Affaires étrangères du Japon, ancien négociateur en chef de l'accord de partenariat économique Japon-UE

### Thierry de Montbrial

Et *last but not least* – je ne sais pas dans quelle langue tu vas parler, du moment que ce n'est pas le japonais nous nous en tirerons – Yoichi Suzuki est l'un des très grands diplomates du Gaimusho, avec une magnifique carrière. Il a été notamment notre dernier Ambassadeur du Japon à Paris avant l'actuel, et il a ensuite d'ailleurs terminé sa carrière en négociant le traité commercial, comme nous l'avons rappelé tout à l'heure, entre le Japon et l'Union européenne. Il est, je crois, un ami de plusieurs d'entre nous ici.

Cher Yoichi, *the floor is yours*.

### Yoichi Suzuki

Je vais au moins essayer de commencer en français. Beaucoup a été dit. Tout d'abord, je me joins aux autres pour féliciter toi et tes collaborateurs, d'ailleurs tout le monde, pour l'excellente conférence avec beaucoup d'informations, beaucoup de *food* et beaucoup de *food for thought*.

Beaucoup a été dit par les orateurs qui me précédaient sur cet état actuel du monde. Soit nous disons un « *monde bipolaire* », soit nous disons un « *état binaire* », à la Kevin Rudd. Donc je n'ai pas besoin de le répéter. Je vais plutôt essayer de développer le thème de notre possible réaction à cette situation actuelle où il y a d'un côté les Etats-Unis, de l'autre la Chine qui domine tout le monde.

J'ai identifié trois objectifs de nos réactions possibles, partagés par beaucoup d'entre nous, pendant les trois dernières journées de débats, surtout parmi les Non-Américains et Non-Chinois. Premièrement, éviter d'être mis dans une position où il fallait choisir l'un ou l'autre.

Deuxièmement, comment protéger nos propres intérêts face à la pression soit américaine soit chinoise ?

Et troisièmement, minimiser au maximum les dégâts, l'endommagement du système international.

Concernant ce dernier objectif, là aussi, à travers les discussions, je pense avoir identifié au moins deux pistes qu'on pourrait poursuivre.

Une piste est la collaboration, coordination, ou coopération coordonnée et organisée entre les acteurs non américains, non chinois, à commencer par le Japon, l'Europe, l'Inde, l'Afrique et autres. L'autre, c'est de développer, comme disait John Sawers, un moyen de reconstruire ou de construire un nouveau système de *global commons* – je ne sais pas comment on dit cela en français : biens communs.

J'aimerais quand même rentrer chez moi sur une *bright note*. Je vais essayer de voir si nous pouvons poursuivre ces deux pistes de manière concrète. Mon observation par exemple dans le domaine du commerce extérieur : nous avons déjà commencé à noter, grâce à un commencement de la coopération/collaboration entre certains partenaires que nous avons au Japon, la possibilité de trouver un terrain sur lequel éventuellement attirer les Etats Unis à participer. On ne peut pas forcer Président Trump à revenir vers le multilatéralisme ou sur des accords non bilatéraux, mais quand même, il y a la possibilité de construire une base.

Par exemple, le Japon a négocié et conclu ce que nous appelons le Comprehensive and Progressive TransPacific Partnership (CPTPP, ou TPP moins les Etats-Unis). Ce dernier est entré en vigueur fin 2018.. Nous avons aussi négocié et conclu l'accord avec l'Union européenne qui est aussi entré en vigueur au début de cette année. Président Trump a vu que les Etats Unis se trouvaient dans une situation défavorisée suite à sa décision de poursuivre la voie bilatérale ou unilatérale, c'est-à-dire de sortir du TPP, ou de ne pas participer au CPTPP.

Malheureusement on ne pouvait pas le faire abandonner ses approches bilatérales. L'accord bilatéral sur le commerce que le Japon a signé avec les Etats Unis est, il faut dire, d'une nature à assurer des intérêts à court terme et défensif. Nous voulions éviter la pression américaine en forme d'imposition des mesures commerciales protectionnistes. Mais en contrepartie le Japon a réussi à y inclure des provisions que nous retrouvons dans nos accords avec l'Union Européenne ou nos partenaires de CPTPP qui peuvent servir comme des bases communes pour un développement éventuel des règles multilatérales. Il est difficile de dire que le Japon a fait avancer la cause multilatérale en signant un accord bilatéral. Il faut admettre que le Japon a envoyé un signe mixte. Mais au moins on peut dire que nous avons réussi à envoyer un message au Président Trump que ce n'était pas dans l'intérêt des Américains de rester en dehors du système international en cours de développement sans eux.

Nous pouvons constater la même chose pour le USMCA, le nouveau NAFTA. Il y a beaucoup d'éléments de TPP là-dedans. C'est-à-dire le Président Trump a négocié quelque chose qu'il dit bilatéral, mais il a incorporé beaucoup d'éléments déjà négociés sur le plan plurilatéral ou régional. Je répète. Il y a une possibilité, même si Président Trump ne l'admet pas, de le convaincre à accepter des éléments, développés sans lui d'une manière plurilatérale ou multilatérale.

Deuxième champs de coopération plurilatéral ou multilatéral : nous avons beaucoup parlé de la connectivité. Ce que vous dites, Monsieur le Ministre, sur les initiatives chinoises, est un reflet d'énormes demandes qui existent aujourd'hui dans le monde. Mais cette notion évoquée par les participants venant de la Chine à cette conférence que tout le monde a la liberté et le droit de choisir son propre modèle de développement, peut être quelquefois problématique. Parce que le monde aujourd'hui est tellement interconnecté qu'il n'est dans l'intérêt de personne de laisser un modèle non durable se développer. Si vous choisissez votre modèle et si votre modèle vous amène à tomber dans le piège de l'endettement, vous aurez apparemment un problème. Vous avez une structure avec la dernière technologie mais vous êtes fortement endetté, c'est un problème.

Il faut trouver quand même une politique commune partagée par beaucoup de gens qui vous évite de tomber dans ce piège d'endettement, et pouvoir réaliser une construction d'infrastructures pour les connectivités durables. Cette réflexion doit s'appliquer non seulement pour la gestion de dette mais aussi pour les questions climatiques. Il ne faut pas ajouter de nouveau des infrastructures qui émettent davantage des gaz à effet de serre.

Je peux m'arrêter là mais si le temps le permettait, j'aurais voulu aborder la question de comment développer les moyens pour construire ou renforcer le *global commons*, à commencer par l'OMC.

### **Thierry de Montbrial**

Comme apparemment tu as les réponses et que par ailleurs tu as parlé moins longtemps que les autres, je peux te donner deux minutes pour cela.

### **Yoichi Suzuki**

D'un côté, la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis. De l'autre, le dysfonctionnement de l'OMC. Malgré ce dernier constat, il y a deux ou trois éléments qui ne peuvent pas être résolus sur le plan bilatéral : la question de propriété intellectuelle, les subventions aux entreprises d'Etat, et le transfert de technologies forcé. Ce sont les questions sur lesquelles nos amis Chinois sont sous la pression bilatérale des Américains parce qu'elles n'ont pas pu être résolues au sein de l'OMC. Est-ce que Président Trump arriverait à résoudre ces questions en exerçant des pressions bilatérales. Je ne le pense pas.

La seule façon pour convaincre les Chinois est de trouver des solutions multilatérales. Car nos amis Chinois respectent le multilatéralisme. Trouver des solutions soit au sein de l'OMC soit ailleurs, en ce qui concerne les

disciplines qui ne sont pas strictement issue du domaine de commerce international, est la voix à poursuivre. Pour le transfert de technologies forcé, il est vrai qu'il faut développer de nouvelles règles. Pour les questions de subventions d'entreprises d'Etat, c'est plutôt une question de trouver un moyen efficace d'exécution des règles actuelles de l'OMC. L'OMC et ses membres n'ont pas réussi jusqu'ici de le faire, mais il est temps de la part de tous ceux qui sont concernés, à commencer par le Japon et l'Europe de montrer une plus grande volonté et détermination politique de poursuivre la voix multilatérale.

Un troisième sujet pressant mais brièvement : il faut trouver, comme a été dit par Manuel, un cadre international de réflexion pour la gestion appropriée de l'économie digitale, l'économie numérique. Elle serait dominée par les Américains et les Chinois – pour tout le reste du monde si on ne fait rien, on n'aura pas les moins de protéger nos propres intérêts qui ne sont pas toujours les mêmes que ceux des américains, des chinois ou leurs grandes sociétés numériques et donc, il faut un cadre multilatérale. Il y a trois écoles de penser actuellement pour la gestion de l'économie digitale. Les Américains qui ont un système libéralisateur veulent un principe zéro réglementation. Le modèle européen est le modèle de réglementation nécessaire par exemple pour protéger les données personnelles ou garantir des conditions nécessaires de concurrence pour interdire aux grands d'acquérir un trop grand pouvoir du marché. Troisième modèle : c'est le modèle chinois mercantiliste. C'est-à-dire en gros vous n'ouvrez pas votre propre espace digital mais vous bénéficiez de l'ouverture de l'espace digital des autres. Il y a trois modèles. Pour les Non-Américains et les Non-Chinois, il y aurait énormément de bénéfice à consulter et choisir lequel des trois modèles – je connais la réponse – sera le plus bénéfique.

#### **Thierry de Montbrial**

La réponse ?

#### **Yoichi Suzuki**

Le modèle européen.

#### **Thierry de Montbrial**

Merci beaucoup. L'une des premières ou la première remarque dans ta conclusion, avant le rajout si je puis dire, c'est-à-dire l'idée que les pays hors Etats-Unis et Chine discutent non pas contre (il ne s'agit pas d'être contre ni les Etats-Unis ni la Chine) mais ensemble pour essayer de voir leurs propres intérêts, cette idée-là est exactement le point de départ de la World Policy Conference il y a douze ans. On appelait cela les « puissances moyennes ». C'est une des vocations fondamentales de cette conférence.

Nos amis Américains et Chinois sont présents, nous sommes très heureux qu'ils soient là et nous en voudrions même un peu plus, mais l'agenda, la manière dont nous concevons les discussions est différente. On essaie de voir les choses du point de vue des puissances moyennes. J'ai même constaté qu'aussi bien les amis Américains que Chinois qui viennent ici s'y intéressent précisément à cause de cela. Ils voient un autre point de vue que celui auquel ils sont habitués.